

ÉDITORIAL

Fin décembre et début janvier, à quelques 10 jours d'intervalle, deux informations concernant la lecture ont été publiées mais sont vraisemblablement passées inaperçues dans le cliquetis des armes et les agitations diplomatiques d'alors.

Il s'agissait pour la première des résultats de l'enquête sur la diffusion de la presse française que le Service Juridique et Technique de l'information (SJTI) publie chaque année. Selon les données collectées pour 1989 (et tout indique qu'elles seront semblables pour 1990), si la presse spécialisée technique et professionnelle et la presse locale ont maintenu ou même accru leur audience, la presse d'information politique et générale a vu ses ventes baisser. Au total, comme ses frais généraux augmentent, c'est toute la presse française qui accroît sa dépendance par rapport à la publicité ⁽¹⁾.

L'autre information - qui paraît, au moins en partie, expliquer la première - résulte d'un sondage effectué par la SOFRES au mois d'octobre 1990 ⁽²⁾. Sondage sur la confiance que les Français accordent à la presse écrite et télévisuelle qui révèle un scepticisme important et en hausse par rapport aux enquêtes similaires menées précédemment. Après les "reportages" que l'on sait sur les événements de Roumanie et les "mises en scène" de magazines d'information par des chaînes privées subjuguées par les mœurs journalistiques américaines, il ne faut pas s'étonner de telles réactions de défiance. 44% des sondés pensent que *"les choses se sont passées comme le journal, la radio et la télévision les racontent"*. 61% pensent que les journalistes ne sont pas indépendants et 82% sont farouchement hostiles à l'utilisation de figurants dans les reportages. Malgré cela, curieusement, c'est la presse écrite qui paraît la moins crédible aux yeux des Français puisque 53% font confiance à la radio, 52% aux informations télévisées et 44% seulement aux journaux. Sans doute croient-ils à une authenticité de l'image par rapport au discours. Mais alors, pourquoi la radio ? L'apolitisme qu'affirment sans vergogne les radios (et les chaînes de télé) doit les créditer d'une garantie d'"objectivité", la presse écrite étant obligatoirement suspecte parce que davantage partisane et plus "marquée" politiquement ? On perçoit ce refus du politique et cette revendication de "neutralité" dans le fait que 67% estiment "pas normal" que les journalistes fassent état de leur opinion personnelle sur les événements qu'ils présentent. On peut aussi supposer que la défiance des Français à l'égard de la radio et de la télévision est au moins aussi grande que celle qu'ils éprouvent à l'égard de la presse, mais qu'en disant les apprécier différemment ils justifient inconsciemment le fait qu'ils écoutent la radio et regardent la télé (et les informations qu'elles diffusent) plus qu'ils ne lisent les journaux. Reste à expliquer pourquoi la presse technique, professionnelle et celle, locale, qui se limite à relater des faits divers de "proximité" sont celles qui souffrent le moins de la désaffection des lecteurs.

Les considérations et anecdotes qui suivent n'ont guère de lien bien défini entre elles. Elles ne sont qu'apparemment étrangères au sujet qui nous occupe ici.

Le néo-libéralisme (cette idéologie qui réussit la gageure de triompher des autres en semant la conviction que toute idéologie est néfaste) en subordonnant le politique à l'économique, nie l'idée de communautés d'intérêts, de classes sociales et même de nations et considère "le monde comme un marché" ⁽³⁾. Son règne fait que tout est jugé à l'aune de sa valeur marchande. Rien n'y échappe, l'information pas plus que le reste. Moins que le reste car elle est langage et vecteur de toutes les extorsions. C'est lieu commun d'en évoquer les conséquences... ⁽⁴⁾.

On sait qu'André MALRAUX donnait volontiers dans le prophétique. Dans un texte annonçant la parution du **Musée imaginaire** et donc écrit dans l'immédiat après-guerre, il dénonçait les dangers d'un usage dévoyé des sciences humaines et du pouvoir démesuré des médias qui auront raison de la raison et vont ouvrir l'ère, écrivait-il, de la Publicité et de la Propagande.

Le journal **Libération** a, à ses débuts, obtenu quelque succès avec des titres humoristiques, insolites, faits de jeux de mots. Cette volonté de dédramatiser l'événement, de prendre de la distance, de rompre avec

l'outrance militante ou le sérieux compassé était plaisante. Beaucoup de journaux l'ont imité et c'est devenu une mode dont l'effet démobilisateur ravale tout au niveau du futile et du dérisoire. On a remplacé une morosité de bonnets de nuit par l'ironie des beaux esprits. Tout est sujet à goguenardise, à sarcasme et à "divertissement". Le fait social n'a pas d'importance, il n'y a pas de cause qui vaille la peine. *"Puisque les faits sont truqués et que la pensée est aux mains de saltimbanques, puisque la magouille est sanctifiée (...) autant faire assaut de narquoiserie tous azimuts"* ⁽⁵⁾.

Au Soudan, en 1988, la famine a fait 250 000 morts. Qui l'a su ? Il risque d'y en avoir des millions cette année. Silence. C'est un non-événement médiatique. Dans la présentation d'une émission télévisée consacrée à cette famine (sur la Sept, et qui restera donc confidentielle), un magazine de radio-télévision pose ingénument la question : "Qui des gouvernements, des organisations humanitaires, des médias, décide de ce qui sera, ou non, un événement ?" ⁽⁶⁾. Par souci de rentabilité, les maîtres de la communication comme on dit, fabriquent des goûts et des opinions éphémères, engouements qu'il leur suffit ensuite de flatter en faisant mine d'être obligés de s'y soumettre.

Il y a quelques mois, sur France-Inter, une série d'émissions faisait l'historique de la censure à la radio. Quelles chansons, quelles personnalités... ont été interdites d'antenne dans un passé récent, mais aussi quel contrôle s'exerçait sur l'information. Le réalisateur a eu l'heureuse idée d'inviter à ça dernière émission Yvan LEVAÏ, directeur de l'information de la station, pour lui poser la question : et maintenant, qu'en est-il ? Aucune censure, a répondu en substance Yvan LEVAÏ. Non pas que les puissants soient plus respectueux de la liberté d'expression mais parce que c'est inutile ! Et d'expliquer que les grandes "plumes" de la presse écrite et les chroniqueurs célèbres de l'audio-visuel disaient la même chose à quelques nuances près sur les grands sujets de l'actualité, qu'ils exprimaient ce qu'en réalité le public attendait d'eux, que le gouvernement n'avait à craindre aucun effet subversif de l'information. Les journalistes de quelque renommée étaient *"les porte-parole de cette classe moyenne qui compose majoritairement leur lectorat ou leur auditoire."* ⁽⁷⁾ Dans conformisme on entend confort, dans consensus...

Ainsi donc, témoins d'un mercantilisme forcené et d'une médiatisation manipulatrice, les Français disent se méfier de l'information qu'on leur destine, et déjà peu lecteurs, lisent de moins en moins les journaux. En se défendant d'être des gogos, ils adoptent pourtant des attitudes qui les éloignent de tout pouvoir de comprendre et d'agir. Leur rejet prioritaire de l'écrit montre leur naïveté. Le résultat est que la *"surinformation actuelle dissimule une non-information"* ⁽⁸⁾. Les dés sont tellement pipés que l'accès au savoir et la recherche de la vérité paraissent vains ou, ce qui est plus grave, sans intérêt et sans enjeu. On sait combien rapport à l'écrit et implication sociale sont liés. Or, ce rejet accompagne et manifeste chez nos compatriotes leur désengagement, leur dépolitisation, leur repli dans la "sphère privée". Immérgés dans un monde de plus en plus complexe, les gens se sentent tenus à distance des décisions, démunis face aux oligarchies et aux appareils : pouvoirs occultes qui confisquent le savoir. "Ceux qui comptent" - aux deux sens du terme - s'occupent de tout, y compris de notre manière de penser et de consommer, de penser à consommer. En se "retirant" les Français laissent libre cours aux mécanismes qu'ils réprouvent. Mais, les réprouvent-ils ? Dans leur tour, le pain et les jeux (télévisés) leur sont assurés. Alors, le reste ! Pas facile d'imaginer un remède à cette crise de la chose publique dont les malheurs de la presse sont une manifestation accessoire mais symptomatique. Cause et conséquence de la non-lecture, cet état d'irresponsabilité s'accorde mal avec les exigences d'une vie démocratique et il est faux d'associer le phénomène de l'illettrisme à la seule précarité économique. Qu'il s'agisse de marginalisations subies ou de retrait apparemment volontaire, l'exclusion est en réalité toujours imposée par un sentiment d'impuissance face à une adversité qui vous dépasse ou qui vous manœuvre.

Le pédagogue peut espérer faire naître de nouveaux comportements dans les publics auxquels il s'adresse, des habitudes de lire par exemple. Non par la persuasion mais par la découverte de cette évidence que le recours intensif à l'écrit, cet "outil pour penser le monde" peut donner à chacun les moyens d'opposer ses

propres représentations et ses interprétations personnelles aux discours dominants et manipulateurs. Il faudrait pour cela que se "desserrent" les règles coercitives de fonctionnement des lieux d'apprentissage, que les vérités toutes cuites cessent de tomber des estrades magistrales, que lecture et écriture soient enfin les facteurs authentiques de l'expression et de la confrontation de "points de vue" sur des expériences communes et leur évolution possible. L'écrit aurait alors le pouvoir de donner à penser et pas uniquement à connaître une réalité de proximité.

Y a-t-il d'autres moyens que ce pari de "réamorcer" une citoyenneté qui, pour beaucoup, a de plus en plus de mal à fonctionner si l'on en croit les enquêtes auxquelles nous faisons référence ?

Michel VIOLET

(1) **Le Monde** du 26.12.90

(2) **La Croix** du 10.01.91

(3) Lire à ce propos l'article de M. Angèle HERMITTE, directeur de recherche au CNRS : **Fabriquer, jusqu'au bout l'homme de marché ? Le Monde diplomatique**, janvier 1991

(4) va devenir viatique pour nos fabricants d'information, cette profession de foi qu'on attribuait à un directeur de journal : *"Une nouvelle n'a pas besoin d'être vraie. Il suffit qu'elle soit énorme !"*

(5) POIROT-DELPECH. **Le Monde** du 14.01.91,

(6) Supplément radio TV du **Monde** des 6 et 7 janvier 91,

(7) Yvan LEVAÏ a sans doute raison dans un contexte qu'il se garde bien de changer. Que se passerait-il s'il ouvrait son antenne à des personnes étrangères à ce microcosme parisien et consensuel auquel il fait référence ? B. POIROT-DELPECH parle "de maîtres à penser autoproclamés".

(8) Cornélius CASTORIADIS **Télérama** du 16.01.91